

**Termes de référence pour le recrutement de**  
**AVIS DE RECRUTEMENT DE <sup>1</sup> 5 (CINQ) CONSULTANTS NATIONAUX**  
**modérateurs/personnes ressources**

**en vue de la facilitation des ateliers de renforcement de capacités des acteurs institutionnels/politiques/électoraux pour la revue / réforme du cadre juridique et institutionnel des élections au Tchad**

Réf : 022/TCD10/11/2018/IC

Date: 12/11/2018

---

**Pays:** Tchad

**Titre du poste:** : Consultant national, juriste modérateur/personne ressource de la facilitation des capacités des acteurs institutionnels/politiques/électoraux pour la revue/réforme du cadre juridique institutionnel des élections au Tchad

**Type de contrat** : Contrat individuel

**Catégorie additionnelle** : juriste, politiste

**Lieu affectation** : N'Djamena

**Projet** : ACTET

**Exigences linguistiques** : Français et Arabe

**Durée de la mission** : 05 jours de travail effectif

**Date de début de la mission** : mi-décembre 2018

---

Les Termes de Références (TDRs) complets sont à télécharger sur le site le <http://procurement-notices.undp.org/search.cfm> (cliquer pour accéder à la fenêtre «*Country Office*», y écrire «*Chad*» puis cliquer sur «*search*»).

Les consultants intéressés sont invités à soumettre leurs offres (techniques & financières) de service par courriel en fichier séparé via l'adresse [procurement.td@undp.org](mailto:procurement.td@undp.org) au plus tard **le lundi 10 décembre 2018 à 12 h 00**, heure de N'Djamena, en indiquant la référence

---

<sup>1</sup> Chacun des 5 consultants sera recruté individuellement et signera, à sa sélection, un contrat individuel.

022/TCD10/11/2018/IC . (Si cette référence n'est pas indiquée en objet de votre mail, votre offre ne peut être considérée).

Toute demande d'éclaircissements doit être envoyée par écrit, ou par communication électronique standard à l'adresse ou e-mail indiquée ci-dessus. [faq.td@undp.org](mailto:faq.td@undp.org) répondra par écrit ou par courrier électronique ordinaire et enverra un exemplaire écrit de la réponse, y compris une explication de la requête sans identifier la source de l'enquête, à tous les consultants.

## **Contexte**

Au moment où, la classe politique se prépare à organiser des élections législatives et locales, la mise en place d'un nouveau Cadre National de Dialogue Politique consacre un développement important dans le cadre de la décrispation de l'environnement sociopolitique Tchadien.<sup>2</sup> Cette nouvelle Institution dont les missions électorales sont reprises par les dispositions de l'article 5 du Protocol d'accord portant restructuration du cadre national de Dialogue politique(CNDP) du 24 MAI 2018 énonce que, le CNDP propose au Gouvernement « des projets relatifs au processus électoral ; la création et la mise en place d'une Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et ses démembrements ; etc. ».

A l'instar du CNDP, plusieurs autres institutions étatiques ont vu également inscrire dans leur feuille de route, la réforme du cadre juridique et institutionnel des élections. Ce processus qui se positionne comme un point nodal/crucial de la gouvernance démocratique au Tchad devrait être mené avec professionnalisme dans un espace politique marqué par la naissance de la IV<sup>e</sup> République qui offre une place de choix à la question de l'équilibre institutionnelle et de la séparation des pouvoirs. En attendant la création d'une nouvelle CENI, le PNUD dans le cadre de l'Assistance électorale internationale et de l'appui aux institutions entend accompagner la mise en œuvre de la réforme du cadre juridique et institutionnel des élections. Pour y arriver, il a déployé des experts internationaux pour encadrer ce processus qui bénéficiera également d'une expertise juridique nationale.

Cet accompagnement est d'autant plus important que, la revue et de la réforme du cadre juridique des élections reste le corolaire de la consolidation des acquis démocratiques et des fondamentaux de l'Etat de droit. Soucieux de l'exigence d'une expertise d'appoint et de technicité au de la complexité de la question dans sa globalité, le PNUD entend recruter 05 cinq Consultant nationaux pour la constitution d'une liste d'Expert nationaux au profil diversifié. Ces derniers pourront servir comme facilitateurs dans le cadre de l'organisation des ateliers portant sur des thématiques diversifiées comme celle portant sur le renforcement de capacités des acteurs institutionnels/politiques/électorales pour la revue / réforme du cadre juridique et institutionnel des élections au Tchad.

Au regard de ce qui précède, les présents TDR du recrutement des modérateurs-personnes ressources se décline ainsi qu'il suit :

## **Objectifs**

---

<sup>2</sup> Le CNDP a été consacré par le décret présidentiel n°1394/PR/2018 complétant le décret n°1369/PR/2018, portant mise en place d'une Coordination du Cadre National de Dialogue Politique(CNDP)

## **Objectif global :**

Dans l'objectif d'affiner l'aspect technique des travaux en atelier tout en préservant la neutralité politique des facilitateurs sur des sujets politiques sensibles, il est souhaitable que le rôle des modérateurs-personnes ressources soit assuré par des personnes étrangères aux institutions/entités /publics ciblé(e)s des ateliers. Le candidat doit à cette fin, justifier d'une expertise dans le domaine électoral, du droit international public, de la science politique et une bonne capacité rédactionnelle de préférence dans le cadre des textes législatifs et réglementaires.

## **Objectifs spécifiques :**

L'appel à candidature vise à constituer une liste des experts pouvant appuyer les activités des partenaires nationaux dont la CENI, le BPE et le CNDP dans le cadre des ateliers sur le processus électoral et/ou le dialogue politique. Il se décline à travers les points suivants :

- sélectionner des Experts nationaux pour la constitution d'une base de données des experts pouvant être utilisés comme modérateurs/facilitateur des ateliers ;
- identifier des personnes ressources disponibles dont l'expertise et l'expérience peuvent contribuer à atteindre des résultats plus affinés au cours des réflexions techniques sur l'amélioration du cadre légal relatif aux élections
- assurer la qualité des résultats des travaux lors des ateliers par l'intervention des facilitateurs;
- apporter un appui technique de qualité à la CENI/BPE/CNDP en matière d'encadrement des ateliers ;
- mettre à la disposition des participants un soutien technique juridique en matière électorale ;
- canaliser les interventions et les débats dans les travaux en atelier afin d'assurer l'obtention des objectifs fixés;
- apporter un appui technique et juridique dans la confection des rapports de travaux en commission ;
- produire des avis juridiques en cas de besoin ;
- produire un rapport consolidé des résultats des travaux de toutes les commissions suivant un modèle défini par la CENI/BPE/CNDP.

## **Résultats attendus :**

Avec l'implication des modérateurs-personnes ressources qualifiés les résultats suivants sont attendus :

- la qualité des résultats des travaux des commissions est satisfaisante ;
- la CENI/BPE/CNDP dispose d'un appui technique adéquat dans le cadre des travaux de commissions;
- les participants disposent d'un soutien technique de qualité en matière de législation électorale;
- la conduite des débats est assurée de manière neutre et professionnelle ;
- l'accent est mis sur l'aspect juridique en ce qui concerne la rédaction des rapports des travaux de commissions ;
- un rapport de travaux de commission est rédigé par chaque personne ressource responsable du groupe (livrable1),
- Un rapport consolidé des travaux des différentes commissions est rédigé suivant les exigences requises par la CENI/BPE/CNDP (livrable 2).

## **Rôles et attributions des modérateurs-personnes ressources :**

Les modérateurs/facilitateurs ont pour rôle essentiel d'appuyer et de diriger les débats dans le cadre des travaux de groupe ou en atelier et de rédiger des rapports y afférents. Sous la supervision de l'expert juriste international, les modératrices personnes ressources sont chargées:

- de faciliter les travaux en atelier ;
- d'apporter son appui technique en matière de droit électoral aux participants des travaux de commission ;
- de fournir aux participants des dispositions et normes pertinentes en rapport au sujet traité;
- de suggérer aux participants des exemples pertinentes de bonne pratique internationale en matière électorale ;
- de rédiger le rapport sur la conduite des travaux de groupe ;
- de rédiger les recommandations, résultats des travaux de groupe (restitutions);
- de procéder à la consolidation des recommandations issues de tous les travaux de groupe.

## **Compétences :**

- solide capacité de facilitation et d'animation de débat et travaux de groupes ;
- solide capacité de maîtrise de groupe et du temps ;
- très bonne capacité de synthèse et de rédaction ;
- maîtrise de l'arsenal juridique des élections ;
- bonne connaissance de l'environnement politique/juridique et institutionnel des élections au Tchad ;
- maîtrise du système électoral Tchadien ;
- bonne capacité relationnelle, analytique et de gestion ou prévention de conflit ;
- ouverture d'esprit, faculté d'adaptabilité et de souplesse dans les relations avec les participants aux travaux de groupe.

## **Qualifications et expériences :**

### **Formation :**

- diplôme universitaire de niveau bac+5 en droit public, sciences politiques ou équivalent

### **Expériences :**

- justifier d'une solide expérience en matière de conduite d'atelier ou de facilitation ;
- bonne connaissance du système électoral Tchadien ;
- expérience dans la rédaction des textes législatifs et réglementaires ;
- expérience dans le domaine de rédaction de rapport ;
- expérience dans l'intégration du genre dans le processus électoral.

## **Opérationnalité :**

**Type de contrat** : contrat individuel à durée déterminée (pour une mission spécifique)

**Durée de la prestation**: Novembre à Janvier 2018

## **Candidature :**

## **Pièces du dossier :**

- CV mis à jour retraçant les expériences en matière électorale dans les domaines visés ci-dessus ;
- Lettre de motivation ;
- Copie du dernier diplôme.

#### 4. Livrables

**1 rapport de mission comprenant la restitution des sessions d’atelier et les travaux de commission, présenté à l’échéance limite 5 jours après la fin de la tenue des sessions d’animation et validé par le Conseiller Technique Principal de ACTET**

#### 5. LES DOCUMENTS À INCLURE LORS DE LA PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS.

Les personnes intéressées devront envoyer un dossier de soumission comprenant les pièces suivantes :

1. Une proposition technique justifiant leur qualification à délivrer, de façon satisfaisante et dans les délais, les services de haute qualité au terme de la consultance demandée, la proposition d’une méthodologie succincte expliquant l’approche ainsi que la façon dont la consultance sera réalisée ainsi que d’un plan de travail comprenant les différents livrables dont la réalisation sera rattachée aux différentes tranches des paiements ; ;
2. Curriculum Vitae et copies des diplômes, établissant le niveau de formation exigé ainsi qu’une expérience dans des domaines de l’étude ou ceux similaires ainsi qu’un minimum de trois (3) références (adresse mail, téléphone, fonction, Ville/Pays et organisation)
3. Une proposition financière.

Pour faciliter la comparaison des offres financières, l’offre devra mentionner le détail du montant forfaitaire global (frais de voyage, per-diem, jours de travail, etc.)

#### 6. PROPOSITION FINANCIÈRE

- **Marchés à forfait**

La proposition financière doit spécifier un montant forfaitaire total et les conditions de paiement autour de livrables précis et mesurables (qualitatives et quantitatives) (c.-à-d. si les paiements seront en tranches ou à l’achèvement de la totalité du contrat). Les paiements sont fondés sur la finalité attendue, c’est-à-dire lors de la livraison des services figurant dans le cahier des charges. Afin d’aider l’unité demande à la comparaison des propositions financières, la proposition financière comprendra une ventilation de ce montant forfaitaire (y compris les voyages, indemnités journalières et nombre de jours de travail prévus).

##### Exemple de présentation de l’offre Financière

Désignations	taux	Nombre/qté	montants
--------------	------	------------	----------

Honoraire			
Perdiem s'il y a (suivant le chronogramme)			
Frais de déplacement en ville			
Frais de communication			
Autre frais s'il y a (à préciser)			

## 7. L'ÉVALUATION

Les consultants seront évaluées sur la base des méthodes suivantes :

### cumulative analyse

*En utilisant cette méthode de cotation pondérée, l'attribution du marché devrait résulter du choix du consultant individuel dont l'offre a été évaluée et jugée :*

- a) techniquement adéquate et conforme ou répondant aux TDRs, et*
- b) ayant reçu le plus haut score d'un ensemble préétabli de critères pondérés techniques et financières spécifiques à l'appel d'offres.*

*\* Techniques poids de critères ; 70% ;*

*\* Poids des critères financier : 30%.*

*Seuls les candidats obtenant un minimum de point **70/100** seraient examinés pour l'évaluation financière*

Critères d'évaluation des candidats

<b>Critères</b>	<b>Poids</b>	<b>Score maximum</b>
<b><u>Offre technique (CV)</u></b>	70%	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Diplôme de Master ou de Doctorat droit public, sciences politiques</li> </ul>		10
<ul style="list-style-type: none"> <li>Bonne restitution de la compréhension de la mission d'ensemble, de ses différentes parties et étapes, dans son contexte et pertinence de l'approche méthodologique et du chronogramme de sa réalisation, en liaison avec des résultats de qualité dans les délais</li> </ul>		25
<ul style="list-style-type: none"> <li>Un minimum de 3 années d'expérience dans l'observation ou le conseil des élections</li> </ul>		10
Bonne connaissance des textes législatifs et réglementaires tchadiens du domaine des élections en République du Tchad		25
<ul style="list-style-type: none"> <li>Expérience établie dans la préparation et l'animation des ateliers</li> </ul>		25
<ul style="list-style-type: none"> <li>Expérience de travail au sein d'une agence du Système des Nations Unies</li> </ul>		5
<b><u>Offre financière</u></b>	30%	